

Article

« Les récessions font-elles progresser l'économie? »

Pierre Fortin

L'Actualité économique, vol. 70, n° 3, 1994, p. 291-297.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/602148ar>

DOI: 10.7202/602148ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LES RÉCESSIONS FONT-ELLES PROGRESSER L'ÉCONOMIE ?

Pierre FORTIN

Département des sciences économiques

Université du Québec à Montréal

INTRODUCTION

Il faut savoir gré à Camille Bronsard d'avoir eu l'idée de rendre hommage à Roger Dehem à l'occasion de sa retraite officielle de la vie universitaire (mais sûrement pas de la vie intellectuelle). Car c'est ici, à l'Université de Montréal, que le professeur Dehem a entrepris sa carrière en 1947. Qu'on ne s'y trompe pas : c'est Dehem qui a le premier attaqué l'armature cléricale qui enveloppait la pensée économique du Québec de l'après-guerre. Il a perdu sa première bataille face à l'establishment montréalais de l'époque, mais il a enfanté une progéniture intellectuelle qui a, par la suite, gagné le combat pour lui dans la métropole. Entre-temps, il a poursuivi et complété son oeuvre en terrain fertile à Québec, où sa production intellectuelle a été abondante et de grande qualité. Dehem est, au premier chef, le père de la pensée classique en économie au Québec. En un sens très vrai, fidèles ou mécréants, nous sommes tous ses enfants ou ses petits-enfants.

1. LA VISION CLASSIQUE ET LES FLUCTUATIONS ÉCONOMIQUES

Le plus grand problème du XXe siècle en macroéconomie est celui de réconcilier la vision classique et quantitativiste de l'équilibre général avec la présence d'importantes fluctuations économiques dans l'économie réelle. Sur cette question, Dehem n'a jamais dévié des enseignements classiques de Montesquieu, de Hume, de Walras, de Pareto et d'Allais. Contre Keynes, dont il a qualifié la conception agrégative de simpliste et à courte vue, il a interprété les fluctuations économiques comme le fruit de l'abus des pouvoirs publics (à la von Hayek), du désordre monétaire (à la Friedman) ou des vagues d'innovations (à la Schumpeter). Qu'on soit pour ou contre la vision de Dehem, celle-ci constitue un point de référence par rapport auquel nous sommes tous forcés, consciemment ou non, de nous définir.

Mon programme de recherche actuel se situe au coeur des préoccupations fondamentales de Dehem. Ce programme pose la question du lien de causalité entre les récessions de l'après-guerre et le progrès économique. Je pars de la constatation, faite récemment par le couple Romer (1989), que depuis 1945 chaque annonce claire de la part des autorités monétaires américaines qu'elles allaient réduire ou éliminer l'inflation a bel et bien été suivie d'une contraction de la base monétaire et d'une récession. D'une manière heuristique, l'annonce de la banque centrale constitue un bon instrument d'exogénéisation de la récession dans une analyse de l'impact de cette dernière sur le progrès économique.

2. LA PERSISTANCE DU CHÔMAGE ET LE COÛT DES RÉCESSIONS

Par décomposition canonique, le progrès économique est égal au produit du taux d'emploi et de la productivité du travail. La première étape de ma recherche a donc consisté à étudier l'existence d'un point fixe classique pour le taux de chômage et la vitesse de convergence de l'économie vers ce point fixe après qu'une perturbation monétaire anti-inflationniste l'en ait éloignée. J'ai employé à cette fin une version complexe de l'équation standard suivante pour caractériser la relation annuelle entre les variations du taux d'inflation (ΔI) et le niveau et la variation du taux de chômage (U et ΔU):

$$\Delta I = -a[(1-h)(U - U_e) + h\Delta U] + S. \quad (1)$$

Dans cette relation, U_e représente le point fixe (équilibre) du taux de chômage; S , un aléa de moyenne nulle découlant de perturbations réelles; a , une constante positive qui mesure l'effet anti-inflationniste immédiat d'une hausse unitaire du taux de chômage; et h , une constante comprise entre 0 et 1 qui indique l'importance relative de l'effet sur l'inflation de la variation du chômage, par comparaison à l'effet du niveau du chômage, égal de son côté à $1 - h$.

L'existence d'un point fixe de chômage et la vitesse de convergence vers ce point s'analysent alors facilement. Une conséquence immédiate de l'équation (1) est en effet que, si la banque centrale stabilise le taux d'inflation ($\Delta I = 0$), comme c'est habituellement son objectif, le taux de chômage suivra le processus autorégressif suivant:

$$U - U_e = h(U_{-1} - U_e) + S/a, \quad (2)$$

où U_{-1} est le taux de chômage de l'année précédente. Si $h = 0$, U est un bruit blanc de moyenne U_e qui reflète les chocs réels. Si h est positif, mais inférieur à 1, U_e est encore un point fixe vers lequel U converge. La demi-vie du système est égale à $-(\log 2)/\log h$ et est une fonction croissante de h . Si $h = 1$, cependant, U devient une pure marche aléatoire, sans point d'ancrage.

Dans deux textes récents (Fortin, 1991; 1993), j'ai estimé l'équation (1) au moyen des observations des 20 à 25 dernières années pour le Canada et les États-Unis. J'en ai déduit des valeurs du coefficient d'autorégression h égales à

0,77 pour le Canada et à 0,81 pour les États-Unis (demi-vies de 2,5 à 3 ans), la racine unitaire ne pouvant être statistiquement rejetée dans aucun des deux cas. Mon estimation de l'effet anti-inflationniste permanent d'une hausse unitaire temporaire du chômage, soit $a(1 - h)$, est de 0,10 unité de pourcentage pour les deux pays. Il faudrait ainsi encaisser 10 unités excédentaires cumulatives de chômage pour chaque unité de pourcentage qu'on veut retrancher au taux d'inflation. Ces résultats ressemblent aux estimations analogues effectuées par d'autres chercheurs avec les données de plusieurs grands pays européens (voir Blanchard et Summers, 1986; Gordon, 1988; Drèze et Bean, 1990). Ils indiquent que les effets des récessions anti-inflationnistes sur l'emploi sont beaucoup plus importants et beaucoup plus durables que ce qu'on croyait il y a dix ans à peine.

3. L'EFFET DE L'INFLATION SUR LA PRODUCTIVITÉ

La seconde étape de mon travail consistera à mesurer les effets des récessions anti-inflationnistes sur la productivité. L'une des voies d'impact possibles est la rétroaction présumément favorable de la réduction du taux d'inflation sur l'efficacité de fonctionnement de l'économie. Dans un travail préliminaire sur cette question (Fortin, 1993), j'ai tout d'abord cherché à identifier statistiquement l'effet du niveau moyen et de la variabilité du taux d'inflation sur la croissance de la productivité du travail en estimant la version du modèle de croissance de Solow (1956) modernisée par Mankiw, Romer et Weil (1992) au moyen des données transversales pertinentes pour 22 pays de l'OCDE entre 1960 et 1985. Je n'ai pu détecter aucun effet significatif des deux premiers moments du taux d'inflation sur la croissance de la productivité.

J'ai ensuite essayé, toujours dans Fortin (1993), de mesurer au moyen des données macroéconomiques canadiennes de 1964 à 1991 l'effet temporaire ou permanent du taux d'inflation passé sur le taux de croissance courant de la productivité, une fois extrait l'impact sur cette dernière variable des fluctuations dans le taux d'utilisation des capacités. Cette fois encore, je n'ai pu identifier aucun effet significatif de l'inflation sur la productivité.

4. L'ADVERSITÉ FORTIFIE-T-ELLE L'ÉCONOMIE?

Baucoup d'autres voies de recherche quant à l'impact des récessions sur la productivité ont cependant été proposées dans la littérature macroéconomique récente. Un premier courant de pensée, qu'on pourrait qualifier de néo-schumpétérien, proclame les vertus des temps difficiles. Il insiste sur les effets bénéfiques des récessions sur la productivité du système économique (voir Hall, 1991; Aghion et Saint-Paul, 1993; Caballero et Hammour, 1994). En récession, nombre d'entreprises moins productives font faillite et sont éliminées. D'autres sont acquises par de nouveaux propriétaires et de nouveaux gestionnaires, présumément plus efficaces. L'effondrement des bénéfiques, la menace de faillite et le simple calcul économique appliqué aux usages alternatifs du temps des mana-

gers poussent enfin la plupart des survivants à se restructurer et à se rapprocher de la frontière d'efficacité du moment. Bref, par contrainte ou par intérêt, l'économie fait son grand ménage. Les récessions fortifient le caractère.

Un second courant de pensée, qui est fondé sur la théorie financière et la nouvelle théorie de la croissance endogène, met plutôt en relief le retard qu'imposent les récessions au progrès de la productivité (voir Stiglitz, 1993). Les rationnements accrus sur le marché du crédit et le marché boursier n'éliminent pas les entreprises qui sont les moins prometteuses du point de vue de la croissance à long terme, mais bien celles qui sont à court de liquidités. Les deux groupes se recouvrent partiellement, mais sont loin de coïncider. Les jeunes entreprises dynamiques, mais endettées, sont particulièrement vulnérables. Les mêmes rationnements et la chute de la demande globale retardent également la création de nouvelles entreprises productives. Le mécanisme des acquisitions n'a pas non plus fait ses preuves comme promoteur de la productivité et de la compétitivité du système industriel.

Enfin, en récession, la probabilité de faillite accrue relève sensiblement le coût implicite du capital. La disponibilité de fonds internes et externes diminue et toute forme d'investissement est ainsi découragée. Cela est particulièrement vrai de l'investissement en recherche et développement, qui est très risqué, difficile à collatéraliser et ne porte fruit qu'à long terme. Au surplus, la nouvelle théorie de la croissance endogène ouvre la possibilité que le rythme d'investissement en recherche et développement influe non seulement sur le niveau, mais sur le taux de croissance même de la productivité, ce qui amplifierait nettement les conséquences néfastes des récessions.

Il est incontestable qu'effets bénéfiques et effets néfastes des récessions coexistent dans la vie économique. Seule la recherche empirique peut déterminer lesquels sont les plus importants en pratique. Le travail préliminaire que j'ai accompli jusqu'ici a porté sur le comportement de séries macroéconomiques canadiennes de divers segments de la période de 36 ans allant de 1957 à 1992, selon la disponibilité des données. Le tableau 1 présente sous forme simplifiée, mais révélatrice, les résultats qui s'obtiennent en régressant deux mesures différentes du taux de croissance de la productivité (la productivité multifactorielle, ou « résidu de Solow », et la production par heure de travail) sur les valeurs courantes et retardées du niveau et des variations de deux définitions classiques du taux global d'utilisation des ressources (le taux d'utilisation des capacités et le taux de chômage).

TABLEAU 1

ÉQUATIONS EXPLICATIVES DU TAUX DE CROISSANCE ANNUEL
DE LA PRODUCTIVITÉ AU CANADA, 1957-1992 ET SOUS-PÉRIODES

Variables explicatives	Équation et période échantillonnale			
	(1) 65-92	(2) 62-92	(3) 65-92	(4) 57-92
Constante	0,154 (0,100)	0,020 (0,008)	0,006 (0,110)	0,037 (0,009)
Inflexion de 1974	-0,017 (0,005)	-0,021 (0,007)	-0,022 (0,005)	-0,024 (0,007)
<i>Taux d'utilisation des ressources (U)</i>	-0,160 (0,118)	-0,055 (0,181)	-0,036 (0,130)	-0,019 (0,200)
ΔU	0,611 (0,096)	-1,398 (0,290)	0,269 (0,106)	-0,496 (0,290)
$\Delta U(-1)$	-0,088 (0,088)	1,222 (0,314)	-0,253 (0,097)	0,867 (0,302)
$\Delta U(-2)$	0,055 (0,084)	0,459 (0,314)	-0,104 (0,092)	0,198 (0,308)
R ² corrigé	0,77	0,66	0,67	0,46
Écart-type de la régression	0,011	0,013	0,012	0,015
Statistique de Durbin et Watson	2,56	2,46	2,62	2,52

NOTE : Dans les équations (1) et (2), la mesure de productivité est la productivité multifactorielle (le « résidu de Solow ») dans le secteur commercial ; dans les équations (3) et (4), il s'agit de la production par heure de travail dans le même secteur. La variable « inflexion de 1974 » est égale à 1 de 1974 à 1992 et à 0 antérieurement. Dans les équations (1) et (3), la mesure du taux d'utilisation des ressources est le taux d'utilisation des capacités dans les industries productrices de biens ; dans les équations (2) et (4), il s'agit du taux de chômage des hommes de 25 ans ou plus. Les chiffres qui apparaissent entre parenthèses sont les écarts-types échantillonnals des coefficients estimés correspondants.

SOURCES : Statistique Canada (15-204 et 71-001), *Revue de la Banque du Canada* et calculs de l'auteur.

L'estimation tend à démontrer que les deux sortes d'effets des récessions sur la productivité, positifs et négatifs, s'annuleraient mutuellement. En effet, dans chacune des quatre régressions, l'impact estimé du niveau du taux global d'utilisation des ressources (la variable qui est soulignée dans le tableau 1) sur le taux de croissance de la productivité est statistiquement négligeable. Cela signifie que les variations temporaires du taux d'utilisation n'auraient pas d'effet durable sur le niveau de la productivité. Les protagonistes sont donc renvoyés dos à dos : les récessions rapprocheraient l'économie de sa frontière courante d'efficacité, mais retarderaient l'évolution de cette frontière ; les deux effets s'annuleraient.

CONCLUSION

Ces résultats sont de nature exploratoire. Ils doivent encore être vérifiés pour des modèles de productivité moins « naïfs », pour des périodes plus longues et pour d'autres pays. Mais mon verdict préliminaire est le suivant. Premièrement, les récessions anti-inflationnistes paraissent engendrer un chômage à la fois élevé et persistant, en Amérique du Nord comme dans l'Union européenne. Deuxièmement, il n'existe pas encore de preuve empirique convaincante qu'à l'intérieur de la bande des taux d'inflation modérés de 2 à 15 pour cent qui ont été généralement observés depuis 40 ans dans les pays industriels, la réduction de l'inflation apporte des gains de productivité importants à long terme. Troisièmement, le taux de croissance de la productivité canadienne à long terme ne paraît avoir ni bénéficié ni souffert des récessions anti-inflationnistes des 30 dernières années.

Les récessions font-elles, dans l'ensemble, progresser l'économie ? Pour l'heure, je dois répondre à cette question par la négative et par une expression de profond scepticisme face à l'enthousiasme néo-schumpétérien de la littérature théorique récente et de l'opinion financière pour les vertus thérapeutiques de l'adversité macroéconomique. Je ne sais pas si Monsieur Dehem sera d'accord avec ce jugement, mais il le sera certainement avec l'affirmation qu'en dernière analyse ce sont les faits et non les idéologies qui devront trancher.

BIBLIOGRAPHIE

- AGHION, PHILIPPE, et GILLES SAINT-PAUL (1993) « Uncovering some Causal Relationships between Productivity Growth and the Structure of Economic Fluctuations », Document de recherche, Nuffield College (Londres) et DELTA (Paris), septembre.
- BLANCHARD, OLIVIER JEAN, et LAWRENCE H. SUMMERS (1986) « Hysteresis and the European Unemployment Problem », dans S. FISCHER (dir.) *NBER Macroeconomics Annual 1986*, M.I.T. Press, Cambridge, Mass. : 15-78.
- CABALLERO, RICARDO J., et MOHAMAD L. HAMMOUR (1994), « The Cleansing Effect of Recessions », *American Economic Review* (à paraître).
- DREZE, JACQUES H., et CHARLES R. BEAN (dir.) (1990), *Europe's Unemployment Problem*, M.I.T. Press, Cambridge, Mass.
- FORTIN, PIERRE (1991), « The Phillips Curve, Macroeconomic Policy, and the Welfare of Canadians », *Canadian Journal of Economics* 24, novembre : 774-803.
- FORTIN, PIERRE (1993), « The Unbearable Lightness of Zero-Inflation Optimism », *Canadian Business Economics* 1, printemps : 3-18.
- GORDON, ROBERT J. (1988), « Back to the Future: European Unemployment today Viewed from America in 1939 », *Brookings Papers on Economic Activity* 1 : 271-304.

- HALL, ROBERT E. (1991), « Labor Demand, Labor Supply, and Employment Volatility », dans O.J. BLANCHARD et S. FISCHER (dir.), *NBER Macroeconomics Annual 1991*, M.I.T. Press, Cambridge, Mass. : 17-47.
- MANKIW, N. GREGORY, DAVID ROMER, et DAVID N. WEIL (1992), « A Contribution to the Empirics of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics* 107, mai : 407-437.
- ROMER, CHRISTINA D. et DAVID H. ROMER (1989), « Does Monetary Policy Matter? A New Test in the Spirit of Friedman and Schwartz », dans O.J. BLANCHARD et S. FISCHER (dir.), *NBER Macroeconomics Annual 1989*, M.I.T. Press, Cambridge, Mass. : 121-170.
- SOLOW, ROBERT M. (1956), « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics* 70, février : 65-94.
- STIGLITZ, JOSEPH (1993), « Endogenous Growth and Cycles », NBER Working Paper No. 4286, Cambridge, Mass., mars.